

Questions au Feuilleton

Tableau B

Province	Nombre de bovins abattus à cause de la brucellose									
	1968-1969	1969-1970	1970-1971	1971-1972	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977	*1977-1978
Terre-Neuve	—	1	1	1	—	—	—	3	—	—
Île-du-Prince-Édouard	—	—	—	—	—	—	7	5	5	2
Nouvelle-Écosse	4	7	—	1	2	2	5	1	1	4
Nouveau-Brunswick	1	2	—	4	—	1	4	3	7	1
Québec	2,089	1,495	1,695	733	456	814	1,695	2,707	5,879	2,672
Ontario	787	269	231	270	248	1,501	6,136	5,093	12,208	6,348
Manitoba	354	304	679	553	559	898	1,402	4,145	4,270	2,035
Saskatchewan	389	885	1,078	2,033	2,483	4,029	4,330	3,090	5,620	2,241
Alberta	184	213	205	217	361	1,509	2,270	4,568	4,571	2,636
Colombie-Britannique	52	9	3	1	3	97	136	1,901	2,202	223
Canada	3,860	3,185	3,892	3,813	4,112	8,851	15,985	21,516	34,763	16,162

*1^{er} avril 1977 au 31 octobre 1977

LES SERVICES D'AVOCATS ET DE CABINETS D'AVOCATS DANS LA CIRCONSCRIPTION DE VICTORIA

Question n° 558—M. McKinnon:

Quels sont les nom et adresse des avocats et cabinets d'avocats de la circonscription de Victoria (C.-B.) qui ont traité avec le Conseil de la radio-télévision canadienne en a) 1975, b) 1976 et, dans chaque cas, à combien se sont élevés les honoraires payés?

M. C. Douglas (secrétaire parlementaire du ministre des Communications): Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes nous a fourni la réponse suivante: néant.

LES EXPERTS-CONSEILS DE L'EXTÉRIEUR

Question n° 695—M. Howie:

Du 1^{er} janvier 1977 jusqu'à ce jour, le ministère de l'Agriculture a-t-il eu recours à des experts-conseils de l'extérieur et, dans l'affirmative, à combien?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Oui, 47.

LES HONORAIRES VERSÉS PAR LA SOCIÉTÉ DE CRÉDIT AGRICOLE DE FREDERICTON (N.-B.) À DES AVOCATS DE L'EXTÉRIEUR

Question n° 708—M. Howie:

Depuis le 1^{er} avril 1976, combien la Société du crédit agricole a-t-elle versé à des avocats de l'extérieur exerçant au Nouveau-Brunswick et à qui?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): La Société du crédit agricole fait savoir ce qui suit: sans objet.

LES MAISONS MOBILES ACCEPTÉES PAR LA SCHL DEPUIS LE 1^{er} JANVIER 1977 EN GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Question n° 755—M. Howie:

Depuis le 1^{er} janvier 1977, la SCHL a-t-elle accepté des maisons mobiles en garantie hypothécaire?

L'hon. André Ouellet (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): La Société centrale d'hypothèques et de logement m'avise de ce qui suit: Au cours des neuf premiers mois de 1977, SCHL a approuvé des prêts assurés consentis par des

[M. Whelan.]

prêteurs agréés, pour 47 maisons mobiles, soit une valeur totale de 1,7 million de dollars. Elle a également approuvé un prêt direct de \$29,000.

CONSEIL DES ARTS—SUBVENTION À M. LAWRENCE D. A. HAYWARD

Question n° 899—M. Cossitt:

1. Depuis 1960, à combien de reprises M. Lawrence D. A. Hayward, R.R. n° 1, Elgin (Ont.), a-t-il présenté une demande de bourse au Conseil des arts du Canada et, dans chaque cas, a) combien demandait-il, b) quand les demandes ont-elles été présentées et ont-elles été refusées et, dans l'affirmative, pourquoi, c) pour quel projet a-t-il soumis ces demandes?

2. Le Conseil sait-il que M. Hayward, conservateur de l'Alpha Gallery, a effectué d'importantes recherches sur la vie de sculpteurs canadiens, dont certaines ont été achetées par les Archives publiques?

3. Le Conseil a-t-il accordé une bourse en vue de la poursuite de travaux de recherche sur la vie de sculpteurs canadiens et, dans l'affirmative, a) quels sont les nom et adresse du bénéficiaire, b) à combien s'élève la subvention versée, c) quand l'a-t-elle été, d) pourquoi a-t-elle été accordée alors que cette documentation existe déjà et qu'on peut la consulter en s'adressant à M. Hayward?

4. Le gouvernement a-t-il pour principe d'affecter l'argent des contribuables à des recherches déjà effectuées?

L'hon. John Roberts (secrétaire d'État): 1 et 2. Le Conseil tient les demandes de bourses et de subventions pour confidentielles, ces demandes constituant une démarche privée.

3. Le Conseil a attribué deux subventions dans le cadre du programme Explorations en vue de la poursuite de travaux de recherche sur la vie de sculpteurs canadiens: a) Frances Gage, Toronto, et Guy-Marc Fournier, Roberval (Québec); b) \$8,000 et \$6,200; c) mai 1977 et juillet 1977; d) M^{lle} Gage a reçu une subvention pour faire l'inventaire des œuvres des regrettés sculpteurs torontois Loring et Wyle. Un tel inventaire n'avait jamais été fait. Sculpteur et professeur de sculpture durant 20 ans, M^{lle} Gage a intimement connu Loring et Wyle. Sa demande, appuyée par trois répondants, a été retenue par un jury régional de six membres dans un concours dont 24 candidats sur 172 ont obtenu une subvention. Dans le cas de M. Fournier, qui prépare un livre sur les sculpteurs de St-Jean-Port-Joli (Québec), sur un total de 126 candidats, 19 ont été recommandés.

4. Le Conseil exige, pour sa part, des preuves de l'originalité des recherches qu'on lui propose de subventionner.